

Que pensent les philanthropes des subventions publiques ?

► Une analyse de Pierre Coopman, rédacteur en chef de *Défis Sud*

Dans plusieurs de ses éditions récentes, la revue *Défis Sud* a mis l'accent sur les inquiétudes exprimées dans le monde de la coopération au développement quant à une privatisation de la solidarité. Les acteurs principaux de cette tendance à la privatisation sont une poignée de fondations ultrafortunées, dont la plus connue n'est autre que la Fondation Bill et Melinda Gates¹. Faut-il pour autant en déduire que le développement tel que conçu par ces fondations s'oppose radicalement à toute forme de subvention publique ? La réponse est négative, même s'il est permis de penser que l'appui public n'est perçu ici que comme une passerelle vers la privatisation et l'économie de marché.



Jonathan Morduch, universitaire américain, expliquant la complémentarité entre philanthropie et subventions dans une séquence diffusée sur Youtube.

En mars 2013, à Bruxelles, à l'occasion de la célébration de ses cinq années d'existence, le Centre européen de recherche en microfinance (Cermi), a organisé une conférence avec Jonathan Morduch, un universitaire américain qui a théorisé la nécessité d'un maintien d'un certain niveau de subventions dans les politiques de lutte contre la pauvreté, et plus particulièrement dans les programmes de microfinance. Jonathan Morduch est professeur d'économie dans une faculté new-yorkaise spécialisée dans les politiques publiques et directeur du Finance Access Initiative, un centre de recherche sur la microfinance sis à l'Université de New York. Ce chercheur s'est par exemple félicité, dans un de ses articles, publié en 2010 sur le site de la *Harvard Business Review*, que l'État d'Andhra Pradesh, en Inde, intervienne pour limiter les taux d'intérêt comminatoires réclamés par certains pourvoyeurs de microcrédit, accusés d'être à l'origine de la vague de suicides chez des clients insolubles².

1 : Lire à ce propos notre article du mois de février 2013, intitulé «Bill, Melinda et les ONG».

2 : HBR Blog Network ; Is Microfinance the New Subprime ?

Jonathan Morduch est d'abord connu pour avoir dirigé de nombreuses recherches de terrain dans le domaine du behaviorisme financier. Il s'agit ici de l'étude du comportement des familles pauvres dans leur relation à la gestion de l'argent, même quand elles en ont très peu. L'objectif est évidemment d'étudier quels sont les leviers à mettre à la disposition de ces familles pour qu'elles sortent de la pauvreté. Le constat est que si les pauvres ont moins de moyens de résilience face aux aléas de la vie, ils ont une sagesse, ils épargnent, même quand ils ne gagnent qu'un dollar en moyenne par jour.

La philanthropie comme prélude au «business as usual»

Les recherches de Jonathan Morduch et de ses collaborateurs ont mené à d'autres constats. Le plus fondamental de ceux-ci, a expliqué Jonathan Morduch lors de sa conférence au Cermi, est que «*la microfinance n'est pas facile*». On croit qu'il suffit que le client de la microfinance ait un bon contrat pour que le reste aille bien. «*Mais l'on constate très vite qu'en pratique les agents de crédit ont énormément de travail*, explique Jonathan Morduch. *Ils rencontrent les clients, les conseillent, les encadrent, les forment, suivent leur rythme de remboursement, etc. Ce qui signifie également que ces agents ont besoin d'être encadrés, suivis, encouragés. Cela a l'air simple de prime abord, mais ce n'est pas si évident, car les investisseurs externes doivent savoir que leur argent est utilisé à bon escient, ce qui met énormément de pression sur les agents de crédit et les structures qui les encadrent.* »

«*Les gens pensent que les organisations qui font de la microfinance commencent en faisant des petits profits, pour ensuite avoir un business plan qui attire de nouveaux investisseurs*, poursuit Jonathan Morduch. *C'est vrai pour certaines institutions de microfinance (IMF). Mais l'on*



Au Mali : heures d'ouverture d'une caisse de micro-crédit.

constate que pour celles qui travaillent avec les ménages les plus pauvres - celles où les agents de crédit restent indispensables pour assurer un suivi -, il ne suffit pas d'être simplement à même de faire quelques bénéfiques. Les appuis (« incen-tives ») doivent y être maintenus. L'on remarque que ces institutions-là ont plus de difficultés que d'autres à attirer de nouveaux investisseurs (ndlr, de provo-quer un effet de « leverage », en anglais).

La microfinance a souvent besoin d'être subventionnée.

C'est le plus gros problème pour les orga-nisations qui travaillent vraiment avec les plus pauvres. Prenez deux IMF qui ap-pliquent des taux identiques et peuvent faire chacune des bénéfiques, mais l'une travaille avec des très pauvres et l'autre avec des moins pauvres. Les données ré-coltées par nos chercheurs montrent que la première IMF aura plus de difficultés à attirer des capitaux de l'extérieur.»

Selon Jonathan Morduch, la réflexion qui précède est surtout intéressante dans la mesure où elle permet de voir ce que la philanthropie peut faire d'utile. Dans une de ses interventions, filmée et dispo-nible sur internet³, le chercheur exprime très clairement cette opinion en conclu-sion d'un exposé relativement identique à celui réalisé au Cermi en mars 2013: «Beaucoup pensent que la philantropie est à l'opposé du commerce, là où en fait ils se renforcent. Le philanthrope est nécessaire pour absorber les risques, les grand coûts, pour attirer l'investisseur commercial. L'apport d'un investisse-ment social et privé sont complémen-taires dans ce cas.» Une précision est importante: quand il exprime ces propos face à la caméra, Jonathan Morduch tient ostensiblement un ouvrage à la main, il s'agit du livre de Michael Kinsley intitulé *Creative Capitalism: A Conversation with Bill Gates, Warren Buffett, and Other Eco-nomic Leaders*.

Un combat parfois similaire, mais à armes inégales

Si on lit attentivement le *curriculum vitae* de Jonathan Morduch, publié sur l'inter-

3: <http://www.youtube.com/watch?v=DggAYh3B5IY>

net, l'on remarque que ses recherches ont été financées entre 2006 et 2011 par la Fondation Bill et Melinda Gates. Il était donc particulièrement intéressant, lors de la conférence organisée par le Cermi, d'écouter l'exposé de Jonathan Morduch, car derrière les réflexions de l'universi-taire, l'on peut sans doute déceler une philosophie du développement en partie validée par des philanthropes tels que Bill et Melinda Gates.

La question qui demeure est de savoir comment les ONG de développement doivent se situer par rapport à un phi-lanthrocapitalisme hyperpuissant sur le plan financier. La logique de fonction-nement des ONG de développement in-duit d'office une intervention publique, puisqu'en Belgique c'est un seuil de 20 % de donations privées qui débloquent un co-financement de l'État couvrant les 80 % restant des budgets prévus par ces ONG et leurs partenaires du Sud en faveur de la lutte contre la pauvreté. Dans d'autres États européens, comme la France, ce rapport entre la donation et le cofinan-cement public est de 50/ 50.

C'est également dans cette logique de cofinancement que SOS Faim et ses partenaires ont initié de nombreux pro-grammes de microfinance en zones ru-rales dans les pays du Sud. De plus, ces programmes explorent régulièrement les voies de collaboration avec les au-torités publiques locales en Afrique et en Amérique latine afin de favoriser un développement le plus intégré possible, s'appuyant sur plusieurs leviers. Les dif-férences entre les ONG de développement et les fondations philanthrocapitalistes ne se situent pas seulement au niveau des moyens financiers⁴, mais également, il faut le craindre, dans le fait que les premières envisagent les collaborations avec le secteur public dans la continuité tandis que les secondes (est-ce leur faire un procès d'intention?) n'y verraient peut-être qu'une nécessité temporaire. ■

4: Dans notre article de février 2013, nous analysons que des fondations de type Gates ou autres (Warren Buffett, etc.) peuvent chacune consacrer à l'aide au développe-ment, sur une année, des sommes équivalentes à 2 % de l'aide publique au développement de l'ensemble des 34 pays de l'OCDE. En outre, les sommes que consacrent ces fondations ne représentent en moyenne que 5 % de leurs actifs et elles pourraient choisir d'en faire davantage encore pour le développement.